

FAITS SAILLANTS (23 juin 2021)

- La Centrafrique a lancé sa campagne de vaccination contre la COVID-19 et annoncé une urgence de santé publique pour intensifier les efforts de lutte contre la deuxième vague.
- Les engins explosifs ont tué 11 personnes tout en restreignant l'accès aux personnes en besoin.
- Au cours du premier trimestre 2021, les acteurs humanitaires sont parvenus à fournir une assistance à 1,2 million de personnes dans un contexte sécuritaire volatile.
- Les humanitaires ont appuyé les hôpitaux de Bangui à faire face à la pénurie d'électricité et d'eau potable suite aux pluies torrentielles qui se sont abattues sur la ville.
- Pour répondre aux besoins les plus urgents en 2021, les acteurs humanitaires prévoient d'assister 1,84 millions de personnes et auront besoin de US\$ 444,7 millions.



Mwala Georgette, 24 ans, tient son petit garçon, Kuri Isai, âgé de neuf mois, près d'une église utilisée pour abriter les familles déplacées en raison de la dernière vague de troubles dans la capitale Bangui. ©OCHA/Siegfried Modola, Bangui, RCA, 2021.

CHIFFRES CLÉS

4,9M

Population

2,8M

Pers. ayant besoin d'une aide humanitaire

1,84M

Pers. ciblées pour assistance en 2021

1,6M

Personnes assistées en 2020

2,29M

Pers. en insécurité alimentaire avr-août

727K

Personnes déplacées (31/05/2021)

695K

Réfugiés centrafricains

11048

Cas confirmés COVID-19

98

Décès liés à la COVID-19

FINANCEMENT (2021)

\$444.8M

Requis

\$151.9M

Reçu



FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/1025/summary>

CONTACTS

Vedaste KALIMA

Chef de Bureau
vedaste@un.org

Maxime NAMA CIRHIBUKA

Chef de Section Information Publique
namacirhibuka@un.org

Anita CADONAU

Chargée du Reporting
anita.cadonau@un.org

ARTICLE PRINCIPAL (23 juin 2021)

Lancement de la campagne de vaccination contre la COVID-19

Le gouvernement centrafricain a officiellement lancé le 20 mai 2021 la campagne de vaccination contre la COVID-19 avec l'appui des partenaires, notamment l'OMS, l'UNICEF et GAVI. La campagne a commencé par la vaccination symbolique des membres du gouvernement et des agents de santé. Le premier lot de 60 000 doses a couvert dans un premier temps le personnel de santé de première ligne et les personnes vulnérables âgées de 50 ans et plus, et s'est ensuite étendu aux leaders religieux, relais communautaires, commerçants, transporteurs et journalistes dans Bangui, le point chaud de l'épidémie, et se prolongera jusqu'au 23 juin. Cette première phase s'étendra aux districts sanitaires prioritaires de Bossembele, Carnot, Berberati, Gamboula, Bouar-Baoro, Baboua-Abba, Bossangoa, Paoua, Batangafo, Bambari, Bria et Bangassou en mesure de la disponibilité des doses. Le pays bénéficie du déploiement mondial de vaccins à travers la facilité COVAX, avec au moins 372 000 doses, selon les dernières prévisions de distribution, en plus des dons bilatéraux annoncés. Au 21 juin, le pays a vacciné 78 137 personnes. Le 21 avril 2021, les Nations Unies ont lancé une campagne de vaccination pour son personnel et le personnel des ONG internationales éligibles partenaires en République centrafricaine (RCA) dans le cadre de son devoir de diligence. Au 21 juin, 10 640 membres du personnel ont déjà reçu leurs premières doses du vaccin.



Le Ministre de la Santé Pierre Somse se fait vacciner lors de la cérémonie de lancement de la campagne nationale de vaccination contre la COVID-19 dans la capitale Bangui. ©MINISTERE DE LA SANTE/Jean-Louis DA, Bangui, CAR, 2021.

Réponse à la deuxième vague

A la veille du lancement de la campagne, le président Touadéra a annoncé le 19 mai qu'une urgence de santé publique serait déclarée et un certain nombre de mesures prises pour intensifier les efforts visant à contenir la deuxième vague de COVID-19, qui frappe le pays depuis la mi-mars. Des mesures barrière plus strictes dans les lieux de rassemblement tels que les restaurants, les bars, les lieux de culte, les mariages, les funérailles et les transports en commun seraient annoncées, ainsi que leur renforcement plus rigoureux. Au 21 juin 2021, le ministère de la Santé avait enregistré 11 048* cas de COVID-19, dont 98 décès. Au cours des quatre premiers mois de 2021, six fois plus de cas ont été confirmés qu'au cours des quatre derniers mois de 2020 - 1 571 cas contre 259 - et le nombre de morts a augmenté de 44%, passant de 63 à 91. L'aggravation de l'épidémie concerne tout le pays. Plusieurs villes précédemment épargnées ont également signalé des cas, notamment Kabo (préfecture de l'Ouham), Kouango (Ouaka), Bangassou (Mbomou), Ndélé (Bamingui-Bangoran), Birao (Vakaga) et Obo (Haut-Mbomou). Au-delà des zones urbaines, la COVID-19 se propage profondément dans les villages.

Un environnement favorable

Une [enquête récente](#) menée par l'ONG Ground Truth Solutions a indiqué que les centrafricains sont prêts à se faire vacciner contre la COVID-19 et pensent que le vaccin aidera à éradiquer le virus, malgré un certain scepticisme et des informations erronées qui persistent. Les partenaires humanitaires et de développement soutiennent le Ministère de la santé dans l'élaboration d'une campagne de communication pour informer et encourager la population à se faire vacciner et lutter contre la propagation de fausses informations sur le vaccin.

Des défis à tous les fronts

La Centrafrique sort d'une année au cours de laquelle les besoins humanitaires ont exponentiellement augmenté. Jamais au cours des cinq dernières années il n'y a eu autant de [personnes dans le besoin](#) aigu qu'aujourd'hui. La pandémie a frappé un pays déjà ravagé par des décennies de conflit armé et de sous-développement. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la République centrafricaine était parmi les pays les moins préparés à faire face à la pandémie. Une série de facteurs aggravants rendent le pays à la fois vulnérable et la réponse à la pandémie difficile. Tout d'abord, le système de santé fonctionne à peine, en raison d'une pénurie chronique de personnel de santé qualifié, d'équipements médicaux et de médicaments de base. 70% des services de santé sont fournis par des organisations humanitaires et plus de 2,5 millions de personnes, soit la moitié de la population, ont besoin d'une assistance sanitaire. Un Centrafricain sur quatre doit marcher pendant plus d'une heure pour atteindre la clinique la plus proche et, pour beaucoup, les factures des consultations et des médicaments sont inabordables. Seul un Centrafricain sur trois a accès à l'eau potable, à des toilettes et à une douche. Et pour beaucoup, le savon est un produit de luxe. L'accès à l'eau et à l'assainissement est particulièrement problématique sur les nombreux sites où vivent [207 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays](#) (PDI), souvent dans des abris de fortune surpeuplés où la distance physique n'est pas praticable. L'approvisionnement en équipements de protection et dispositifs médicaux pour diagnostiquer et traiter les patients atteints de la COVID-19 avait posé un sérieux problème, en particulier au début de la pandémie. L'insuffisance des infrastructures routières et la saison des pluies qui dure six mois perturbent les chaînes d'approvisionnement dans une majeure partie du pays. L'insécurité entrave davantage l'accès aux services et la possibilité pour les humanitaires d'atteindre les personnes ayant besoin d'assistance. Le manque cruel d'infrastructures de la chaîne du froid entrave encore davantage l'approvisionnement en médicaments dans tout le pays.

Une réponse humanitaire sans précédent

Face à ces défis sur tous les fronts, les organisations humanitaires et les acteurs du développement avaient intensifié leur soutien au Ministère de la santé depuis mars 2020 pour apporter une réponse globale et décentralisée, et pour renforcer le système de santé publique et l'accès à l'eau et à l'assainissement. Près d'un tiers du budget de 553,6 millions de dollars alloué à l'assistance humanitaire en 2020 a été consacré à la réponse à la COVID-19.

Ainsi, les partenaires humanitaires ont amélioré l'accès aux soins de santé pour plus de 938 000 personnes et l'accès à l'eau et à l'assainissement pour 770 000 personnes, dont de nombreuses personnes déplacées. Pour atténuer les effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire, les organisations humanitaires ont procédé en 2020 à des distributions de nourriture pour 900 000 personnes vulnérables et le soutien agricole a aidé 170 000 agriculteurs à produire leur propre nourriture et à augmenter leurs revenus.

Adapter les modalités d'assistance

Les interventions en espèces sont devenues une modalité d'assistance privilégiée qui évite les grandes foules et offre un espace plus sûr pour l'assistance humanitaire en période de pandémie. Avec 48 % de bénéficiaires supplémentaires atteints en 2020 par rapport à l'année précédente, l'assistance en espèces a connu une forte augmentation. Plus de 375 000 personnes ont reçu 11,6 millions de dollars pour une assistance multisectorielle liée à la COVID, en espèces ou en bons d'achat, avant tout pour améliorer l'accès à l'eau et l'hygiène.

** Compte tenu des capacités de test limitées, la stratégie de diagnostic du gouvernement, depuis juillet 2020 limite les tests aux cas suspects et aux personnes à risque. Ainsi, le nombre de cas confirmés de COVID-19 doit être interprété avec prudence. A titre d'illustration, seules 56 898 personnes ont été testées au 21 juin 2021.*

ARTICLE PRINCIPAL (28 mai 2021)

La menace croissante des engins explosifs

Les incidents impliquant des munitions explosives ont pris des proportions croissantes depuis la mi-avril 2021, en particulier dans l'ouest de la République centrafricaine (RCA) - une région où le conflit s'est intensifié.

Une accumulation alarmante

Au moins 11 personnes ont été tuées par des engins explosifs, dont huit civils, et quatre blessés dans cinq accidents dans la préfecture de la Nana-Mambéré, dans l'ouest du pays, entre le 20 avril et le 16 mai 2021. Le 16 mai, trois jeunes hommes ont été immédiatement tués alors que leur motocyclette roulait au-dessus d'un engin explosif à 10 km d'Elewa dans la Nana-Mambéré. La force de l'explosion a rendu les restes de leurs corps méconnaissables. Un véhicule blindé de la MINUSCA a également roulé sur un engin explosif le 26 mai à Dilapoko dans l'ouest. Deux casques bleus ont été légèrement blessés, et le véhicule gravement endommagé. Les victimes les plus récentes sont diverses - une famille, des marchands, des éléments armés et un prêtre. Les engins explosifs qui explosent en raison de la présence, de la proximité ou du contact d'une personne ne peuvent pas faire la distinction entre les civils et les combattants, ce qui soulève d'importantes préoccupations concernant les principes de distinction et de proportionnalité en vertu du droit international humanitaire. Les rapports provenant du centre du pays relatifs aux incidents impliquant des engins explosifs sont encore plus récents. Le 18 mai, une jeune fille de 16 ans et un homme ont été blessés par des engins explosifs sur la route entre Bambari et Ippy dans la préfecture de la Ouaka. Les victimes ont été référées vers un hôpital de Bambari. En juillet 2020, l'utilisation présumée de mines antichars a été signalée pour la première fois dans le pays depuis la création de la MINUSCA en 2014. L'un des dispositifs suspectés a endommagé un char de la MINUSCA près de la frontière avec le Cameroun. Depuis, après un calme relatif, le problème a pris des dimensions dangereuses à partir d'avril 2021 avec de graves conséquences pour les civils.



Un casque bleu analyse un lieu où des engins explosifs ont été trouvés en Avril sur la route Bocaranga-Bouar dans l'ouest. ©MINUSCA, Centrafrique, 2021

Restriction de l'accès humanitaire et des activités socio-économiques

La présence présumée d'engins explosifs limite gravement l'accès humanitaire aux personnes vulnérables dans un contexte déjà marqué par des restrictions d'accès en raison de conflits armés et de contraintes physiques. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) estime que plus de 50 000 personnes dans la Nana-Mambéré ont un besoin criant d'eau, d'assainissement et d'abris, plus de 1 500 enfants malnutris attendent de recevoir des compléments alimentaires et 5 800 autres ont besoin de vaccination mais ne peuvent être atteints en raison du danger que représentent des engins explosifs présumés. Avec d'autres axes dans la Nana-Mambéré, les routes Baboua-Abba, Gallo-Abba, Bouar-Niem-Yelewa et Bouar-Bocaranga sont considérées comme des zones à haut risque en raison de la présence présumée d'engins explosifs et restent pratiquement impraticables pour les humanitaires et les civils. Les villes et villages des zones où l'on soupçonne des engins explosifs risquent d'être coupés des approvisionnements alimentaires et non alimentaires, du commerce, des services sociaux et de l'aide humanitaire, si les risques d'explosion potentiels persistent. Les engins explosifs limitent également l'accès des personnes aux champs pendant cette période de semis, aux lieux de travail, aux revenus et aux services tels que les soins de santé et l'éducation.

Protéger les civils et les travailleurs humanitaires

Fin mai, deux équipes de neutralisation des explosifs et munitions de la MINUSCA surveillaient et déblayaient l'axe Baboua-Bondiba-Nguia-Bouar parallèle à la frontière camerounaise - un processus lent et dangereux. Le Service de l'action antimine des Nations Unies (UNMAS) a formé aux risques des munitions explosives plus de 400 membres du personnel des Nations Unies et des ONG dans deux hubs humanitaires (Bouar et Bangui). L'UNMAS et la MINUSCA renforcent leurs capacités au

cours des prochains mois pour mieux répondre à la menace. Des fonds supplémentaires sont maintenant nécessaires de toute urgence pour reprendre l'éducation aux risques pour les femmes, les hommes et les enfants dans les régions touchées du pays. Le Cluster Protection plaide pour la reprise de l'éducation au risque des mines pour la population; une activité que des ONG telles que DanChurchAid (DCA) et la Fondation suisse pour l'action contre les mines (FSD) ont menée entre 2014 et 2018 en RCA.

VISUELS (22 juin 2021)

Aperçu des mouvements de population au 31 mai 2021

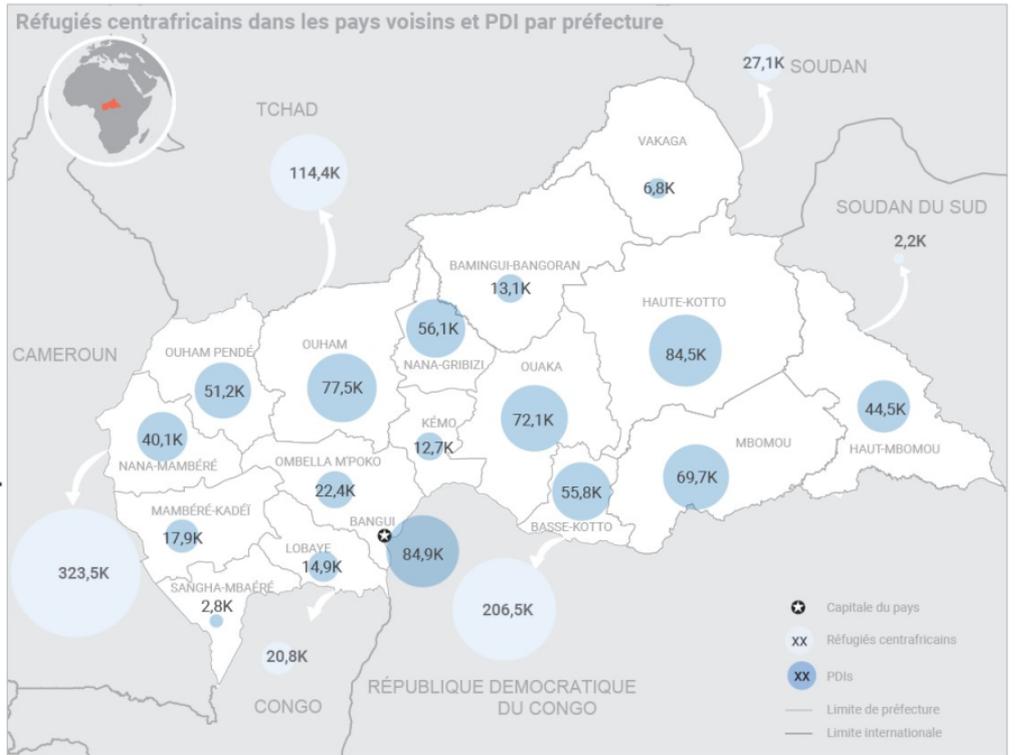


RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

APERÇU DES MOUVEMENTS DE POPULATION

juin 2021

CHIFFRES CLÉS



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte ne signifient pas l'approbation ou l'acceptation des Nations Unies
Date de création: 12 juin 2021 Sources: CMP, HCR, OCHA, Partenaires Feedback: ochacar_fm@un.org Plus d'information: www.unocha.org/car www.reliefweb.int https://car.humanitarianresponse.org

Au 31 mai 2021, le nombre total des personnes déplacées internes (PDI) en RCA est estimé à 727 161 individus. La majorité (72%) vit dans des familles d'accueil et 28% dans des sites. La tendance globale en mai 2021 indique une légère diminution de 1 884 PDI (-0,3%) par rapport au mois d'avril.

Le nombre total des PDI a connu une progression continue de décembre 2020 à février 2021 dans le contexte de la crise électorale et post-électorale. En mars et avril 2021, un flux de retour relativement plus important que les nouveaux déplacements a été noté. Le mois de mai présente un scénario particulier avec quasiment autant de nouveaux déplacements dans les hotspots que des retours dans des localités où la sécurité est relativement stable.



Au mois de mai 2021, 37 754 nouveaux PDI ont été enregistrés, principalement dans les préfectures de l'Ouham Pendé, de l'Ouham, de la Nana-Mambéré et du Mbomou. Les tensions à la frontière avec le Tchad dans la sous-préfecture de Ngaoundaye, les opérations militaires menées par les forces armées centrafricaines (FACA) et leurs alliés contre les groupes armés, les incidents résultant de la violence liée à la transhumance et la peur des exactions commises par les groupes armés pendant leur fuite sont les principales causes de ces nouveaux déplacements. Certaines populations percevant l'imminence des combats se déplacent à titre préventif pour trouver refuge dans des lieux plus sûrs.

Les 39 598 PDI retournés en mai 2021 se trouvent principalement dans les préfectures du Mbomou, de l'Ouham et de la Ouaka. Les reprises des villes qui étaient occupées par les groupes armés ont entraîné des retours progressifs de la population dans certaines localités.

VISUELS (14 juin 2021)

Tableau de bord humanitaire au premier trimestre 2021

CHIFFRES CLÉS

PERSONNES AFFECTÉES¹



2,8 M
Personnes dans le besoin



1,84 M
Personnes ciblées²



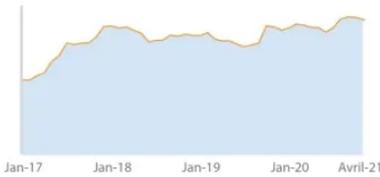
1,2M
Personnes atteintes³



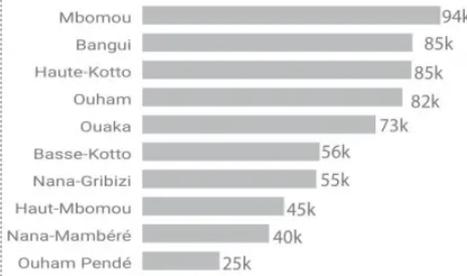
DÉPLACEMENTS (2017 - 2021)²

729K

Personnes déplacées internes



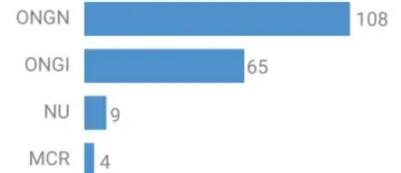
LES 10 PRÉFECTURES AVEC LE PLUS DE PDI



Avril 2021

PARTENAIRES PAR TYPES D'ORGANISATION

185



1- ONGN: ONG nationale, 2- ONGI: ONG internationale
3- NU: Nations Unies, 4- MCR: Mouvement de la Croix-Rouge

FINANCEMENT: PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE (PRH) 2021

Mis à jour le 07 juin 2021 (Financial Tracking Service: FTS)



444,8 millions
REQUIS (US\$)

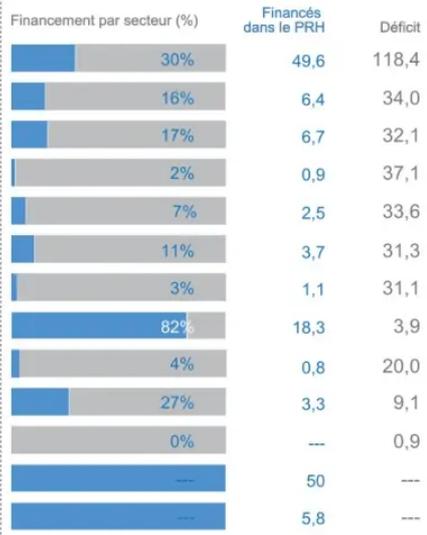
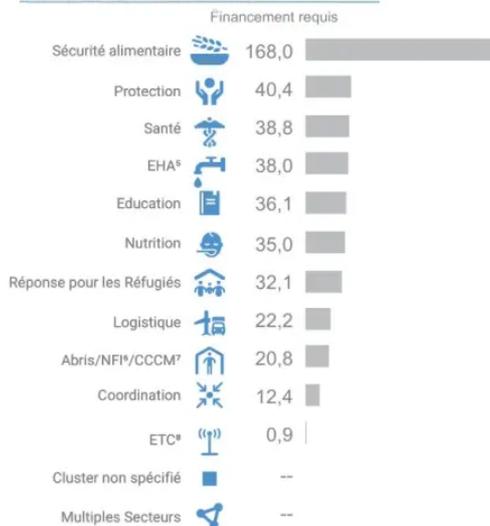


250,2 M DE DÉFICIT

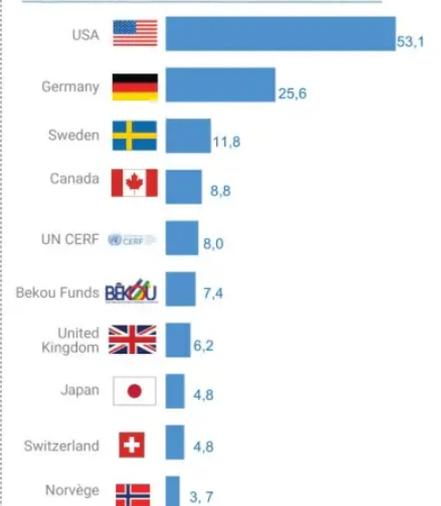


33,5%
DE FINANCEMENT REÇU

Clusters (US\$ million)



Top 10 bailleurs (millions US\$)



1- Plan de Réponse Humanitaire 2021 2- Personnes ciblées dans le plan de réponse y compris les personnes additionnelles ciblées suite à la pandémie COVID-19 3- Nombre le plus élevé des personnes atteintes par préfecture au moins une fois par un cluster
4- Rapport de la Commission de Mouvement de Population (CMP) au 30 avril 2021 5- EHA: Eau Hygiène et Assainissement 6- NFI: Articles Non Alimentaires 7- CCCM: Coordination & gestion de camp 8- ETC: Télécommunications d'Urgence

Au cours du premier trimestre 2021, les acteurs humanitaires en Centrafrique sont parvenus à fournir une assistance à 1,2 million de personnes dans un contexte sécuritaire de plus en plus volatile. La recrudescence des conflits armés et violences intercommunautaires depuis mi-décembre ont eu un effet multiplicateur sur les mouvements forcés ou préventifs de communautés déjà affaiblies par des années de conflit. Au 30 avril, près de 730 000 personnes étaient déplacées internes,

la majorité en famille d'accueil ou dans plus de 120 sites. L'aide humanitaire a permis d'atténuer les effets immédiats de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, de fournir aux populations un abri, de l'eau, des services d'hygiène et de santé et de protéger une population de plus en plus vulnérable.

VISUELS (14 juin 2021)

Aperçu des incidents ayant touché les travailleurs humanitaires mai 2021



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Aperçu des incidents ayant touché les travailleurs humanitaires

janvier - mai 2021

CONTEXTE

La République centrafricaine demeure l'un des endroits les plus dangereux pour le personnel humanitaire avec 229 incidents affectant les travailleurs humanitaires pendant les cinq premiers mois de 2021 comparés aux 154 incidents durant la même période en 2020. La population civile continue de payer le prix des tensions et des violences qui se poursuivent dans plusieurs parties du pays.

Pour le mois de mai, le nombre d'incidents a baissé (27 incidents contre 34 en avril et 53 en mars). Cependant l'insécurité continue de freiner l'accès humanitaire dans plusieurs préfectures comme celles de Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Basse-Kotto et Ouaka. Les préfectures de la Haute-Kotto (6 incidents), de Bangui (4 incidents) et de Mbomou (4 incidents) sont les plus touchées ce mois-ci.

Les vols, braquages, pillages, menaces et agressions représentent près de 60% des incidents, soit 16 sur 27. Les interférences et restrictions représentent les autres 40% des incidents. Deux véhicules humanitaires ont été volé en mai à Ndélé et Bangui alors que quatre structures sanitaires ont été victimes d'actes de vol ou pillage.

INCIDENTS

229
jan - mai 2021

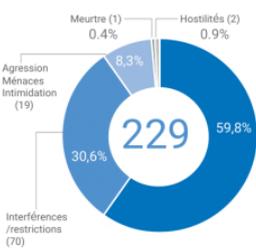
MORTS

1
jan - mai 2021

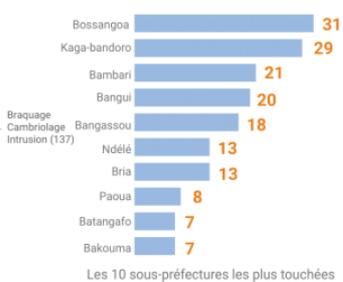
BLESSÉS

11
jan - mai 2021

POURCENTAGE D'INCIDENTS PAR TYPE



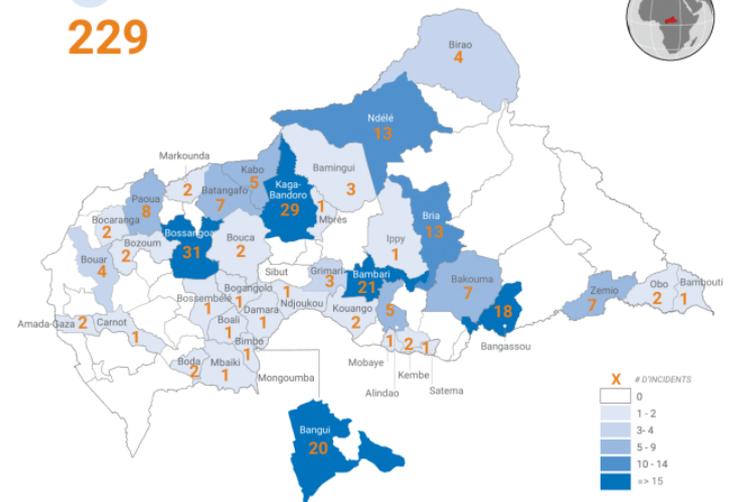
NOMBRE D'INCIDENTS



Les 10 sous-préfectures les plus touchées

Incidents recensés du 1^{er} janvier au 31 mai 2021

229



ÉVOLUTION DES INCIDENTS AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas l'approbation ou l'acceptation officielle des Nations unies.

Date de création: 5 juin 2021 Sources: OCHA, UNDSS et partenaires humanitaires. Commentaires: ochacar_im@un.org Plus d'informations: <https://car.humanitarianresponse.info> www.unocha.org www.reliefweb.int

La République centrafricaine demeure l'un des endroits les plus dangereux pour le personnel humanitaire avec 229 incidents affectant les travailleurs humanitaires pendant les cinq premiers mois de 2021 comparés aux 154 incidents durant la même période en 2020. La population civile continue de payer le prix des tensions et des violences qui se poursuivent dans plusieurs parties du pays. Pour le mois de mai, le nombre d'incidents a baissé (27 incidents contre 34 en avril et 53 en mars). Cependant l'insécurité continue de freiner l'accès humanitaire dans plusieurs préfectures comme celles de Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Basse-Kotto et Ouaka. Les préfectures de la Haute-Kotto (6 incidents), de Bangui (4 incidents) et de Mbomou (4 incidents) sont les plus touchées ce mois-ci. Les vols, braquages, pillages, menaces et agressions représentent près de 60% des incidents, soit 16 sur 27. Les interférences et restrictions représentent les autres 40% des incidents. Deux véhicules humanitaires ont été volé en mai à Ndélé et Bangui alors que quatre structures sanitaires ont été victimes d'actes de vol ou pillage.

RÉPONSE D'URGENCE (11 mai 2021)

De graves intempéries ont plongé Bangui dans le noir pendant des semaines

Cinquante maisons se sont effondrées et quatre-vingt ont connu des dommages importants le 23 avril 2021 dans les villages de Kodozilo et Danzi, à 20 km au nord de la capitale Bangui, lors d'une tempête accompagnée de fortes pluies. Plus de 130 familles ont été affectées par les conditions météorologiques sévères et cinq personnes ont été blessées dans les maisons qui se sont effondrées ou par les débris emportés par les vents violents. Les stocks de nourriture et les semences qui auraient dû être plantés dans les prochaines semaines ont également été détruits.

A peine commencée, la saison pluvieuse a déjà durement frappé la République centrafricaine. Les pluies torrentielles du 23 avril n'ont pas seulement affecté les habitants de Kodozilo et Danzi, mais ont aussi plongé toute la capitale dans le noir pendant des semaines et ont fait de l'eau un bien encore plus rare dans un pays où seule une personne sur trois a accès à l'eau potable. La tempête a endommagé plusieurs pylônes électriques à Danzi, qui font partie de l'infrastructure fournissant de l'électricité depuis la centrale de Boali jusqu'à Bangui, situé à 50 kilomètres.



Une pylône électrique tombée dans le village de Danzi lors des pluies torrentielles le 23 avril 2021. ©Droits tiers, Danzi, RCA, 2021.

Plus fréquents et plus graves

Les risques naturels se transformant en catastrophes sont de plus en plus fréquents et sévères en Centrafrique. En octobre 2019, près de 100 000 personnes étaient affectées par des inondations, dont 33 000 à Bangui, ville construite sur les rives du fleuve Oubangui. Les humanitaires ont fourni une aide multisectorielle d'urgence et la plupart des déplacés ont pu rentrer chez eux. En 2020, 22 000 personnes ont été touchées par des inondations dans huit préfectures et dans la capitale.

Dans le noir et au sec

Les dommages subis par les pylônes électriques n'ont pas pu être immédiatement réparés. Le fournisseur d'électricité Energie centrafricaine (ENERCA) a annoncé que l'alimentation en électricité de Bangui et de la ville voisine de Bimbo serait interrompue pendant au moins dix jours. L'électricité a toujours été un bien rare à Bangui et dans le pays, seulement [32% de la population](#) ayant accès à l'électricité. Les habitants de la plupart des quartiers de la capitale sont habitués à recevoir l'électricité quelques heures par jour, avec des interruptions prolongées à cause des pannes récurrentes, d'autres ne sont pas du tout connectés au réseau ou les coûts de l'électricité restent prohibitifs, et les gens ont appris à vivre avec.

Conséquences sur les formations sanitaires

L'électricité et l'eau sont loin d'être des produits de luxe dans le secteur de la santé. La panne d'électricité a donc eu de graves conséquences sur le fonctionnement des établissements de santé dans la capitale et à Bimbo, bien que l'ENERCA ait mis en place un système de secours avec des générateurs à combustible pour les services essentiels, notamment les hôpitaux et la communication. L'approvisionnement en électricité de 75% des principaux hôpitaux et centres de santé – 12 des 16 structures sanitaires – a été complètement interrompu ou a connu des coupures régulières, faute de carburant ou de générateurs en état de marche. L'approvisionnement en eau de la ville a également été interrompu en raison de la

dépendance à l'électricité pour le traitement et la distribution de l'eau. Plus de la moitié des 16 principaux établissements de santé de Bangui et de Bimbo – neuf des 16 formations sanitaires – ont vu leur approvisionnement en eau interrompu, ce qui a eu des répercussions notamment sur l'hygiène. La pénurie d'eau a asséché des quartiers entiers pendant plusieurs jours.

Une réponse humanitaire rapide

L'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement est intervenue et a distribué de l'eau dans les quartiers avec des camions. Les partenaires humanitaires qui soutiennent régulièrement les principaux hôpitaux de Bangui et de Bimbo ont réagi immédiatement et ont réparé les générateurs et fourni du carburant supplémentaire, parvenant ainsi à maintenir le fonctionnement des services de santé essentiels. La Banque mondiale s'est engagée à fournir des générateurs pour assurer la continuité de la gestion des cas COVID-19 dans les centres de traitement spécialisés. Les partenaires humanitaires et de développement ont travaillé 24 heures sur 24 avec le gouvernement pour identifier des solutions permettant de combler les lacunes et d'assurer l'approvisionnement en électricité et en eau des établissements de santé, sous la coordination du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). La mission de maintien de la paix des Nations Unies, la MINUSCA, a mis à disposition une équipe d'ingénieurs, du matériel et des équipements pour accélérer les travaux de réparation de l'ENERCA sur les pylônes au village de Danzi. Elle a aussi fourni un générateur de grande capacité à la SODECA pour le pompage et la distribution de l'eau. L'alimentation électrique de la capitale a été partiellement rétablie et les travaux de réparation se poursuivent jusqu'à ce que la capitale soit à nouveau suffisamment éclairée.

ARTICLE PRINCIPAL (17 mars 2021)

Augmentation alarmante des déplacements de population en République centrafricaine

Une flambée de violence a provoqué le déplacement de plus de 276 000 personnes en Centrafrique. Plus de la moitié des personnes déplacées sont rentrées chez elles ces dernières semaines, mais plus de 129 000 personnes restent déplacées à l'intérieur du pays. La plupart vivent dans des conditions déplorables dans la brousse qui entoure leurs villages, dans la crainte de nouvelles attaques. Des nouvelles vagues de déplacement sont enregistrées presque tous les jours, et rien ne présage leur fin. En plus des personnes déplacées à l'intérieur du pays, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a enregistré plus de 45 000 nouveaux réfugiés en République Démocratique du Congo, au Cameroun, au Chad et en République du Congo.

Cette nouvelle vague de violence et de déplacements a commencé à la mi-décembre, avant les élections générales, et s'ajoute à des décennies de violence armée, exacerbée l'année dernière par la pandémie de Covid-19, ce qui a porté les besoins humanitaires en République centrafricaine à leur paroxysme. Si cette dernière offensive armée a été lancée à l'ouest du pays, les attaques et les déplacements se sont depuis répandus dans tout le pays, touchant également le centre et le sud-est, n'épargnant que quelques régions.

Des conditions de vie déplorables et des besoins humanitaires urgents



*Une famille déplacée par les récentes violences post-électorales est arrivée sur un nouveau site de personnes déplacées à Batangafo et déballe les quelques affaires qu'elle a pu emporter.
©OCHA/Adrienne Surprenant, Batangafo, Préfecture de l'Ouham, RCA, 2021.*

La plupart des personnes déplacées ont trouvé refuge dans les champs et les forêts proches de leurs villes, considérés plus sûrs. Certaines retournent chez elles pendant la journée pour récupérer des articles ménagers ou des effets personnels, ou à la recherche de nourriture et d'eau, pour ensuite retourner dans les champs pour la nuit. D'autres ont trouvé refuge dans des écoles, des églises, près des bases des casques bleus des Nations Unies ou dans des familles d'accueil.

Compte tenu de la violence actuelle, la protection fait partie des besoins les plus urgents des personnes déplacées. Des cas de violences sexuelles contre les femmes et les filles et des problèmes liés à la protection de l'enfance, tels que les enfants non accompagnés et séparés, ainsi que le recrutement forcé, ont été signalés. Les évaluations humanitaires montrent en outre que la nourriture, les soins de santé primaires, l'eau et l'assainissement, les articles ménagers essentiels et les abris sont les besoins humanitaires les plus urgents. Même avant cette dernière crise de déplacement, un Centrafricain sur quatre, soit près de 1,3 million de personnes, était déplacé à l'intérieur du pays ou dans un pays voisins.

Sauver des vies dans des conditions les plus difficiles

Malgré l'insécurité croissante dans de nombreuses régions du pays, les partenaires humanitaires ont intensifié leurs efforts pour sauver des vies et fournir une aide d'urgence aux personnes déplacées et aux plus vulnérables. Ils soutiennent les hôpitaux avec des équipes médicales et des médicaments essentiels, approvisionnent les populations en eau potable, distribuent de la nourriture et construisent des latrines pour prévenir la propagation des maladies. Le contexte sécuritaire instable exige une grande flexibilité et disponibilité de la part des humanitaires.

Au début janvier, la perturbation de la route menant à Dékoa dans la préfecture centrale de la Kémo a été surmontée grâce à un hélicoptère et 2 000 familles déplacées par les attaques des groupes armés ont pu recevoir des comprimés de purification d'eau, des biscuits à haute teneur énergétique et des médicaments. Une évaluation rapide des besoins sous la direction du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) au cours de la même mission a servi de base à d'autres partenaires humanitaires qui ont intensifié la réponse à Dékoa dans les jours qui ont suivi. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a fourni une aide alimentaire à plus de 10 000 familles, l'ONG Médecins d'Afrique a repris son soutien nutritionnel et Médecins du Monde a établi une présence à Dékoa pour favoriser l'accès aux soins de santé et aux services psychosociaux, ainsi que pour soutenir les survivantes de violences sexuelles et basées sur le genre, y compris les personnes déplacées les plus vulnérables à l'extérieur de la ville. En plus de Dékoa, les humanitaires ont atteint par hélicoptère quatre autres zones difficiles d'accès depuis la mi-décembre – Bouca et Batangafo (préfecture de l'Ouham), Dimbi (Basse-Kotto) et Ouango (Mbomou) – afin de déployer des équipes d'évaluation rapide et de livrer des cargaisons humanitaires essentielles.

Dans la ville de Bouar, à l'ouest dans la préfecture de Nana-Mambéré, les organisations humanitaires aident 12 500 personnes nouvellement déplacées, dont la majorité vit désormais dans des églises et des paroisses. Des pompes à eau sont en cours de réparation et des réservoirs sont installés pour répondre à la demande accrue d'eau potable dans ces nouveaux sites de déplacés. En plus, des biscuits à haute teneur énergétique, de la farine, des haricots, de l'huile et du sel sont distribués, les centres de santé sont approvisionnés en médicaments essentiels et en suppléments nutritionnels pour traiter les enfants souffrant de malnutrition.

Et à Bangassou, au sud-est dans la préfecture du Mbomou, les humanitaires attendent avec un calme stoïque chaque fenêtre de sécurité qui leur permet d'atteindre les personnes déplacées. Ils ont déjà aidé 15 000 personnes en leur fournissant de la nourriture et de l'eau, des abris et des latrines d'urgence, et en apportant un soutien nutritionnel aux enfants mal nourris, notamment sur les sites de Cesacoba et d'autres sites à Bangassou et ses environs.

A Batangafo, dans la préfecture de l'Ouham au nord-ouest, où 30 000 personnes déplacées vivaient sur des sites avant la crise actuelle, plus de 600 personnes sont arrivées depuis janvier 2021, fuyant la recrudescence de la violence à Bouca, où la plupart d'entre elles étaient déjà déplacées. Grâce à l'accès par hélicoptère, les partenaires humanitaires ont assuré que ces personnes aient accès à l'eau et ont reçu des articles ménagers et des produits d'hygiène essentiels.

Les humanitaires font face à des défis plus que jamais

En dépit des avancées importantes en matière d'aide aux personnes vulnérables en ces temps difficiles, le travail des humanitaires devient de plus en plus difficile. Alors que la population est la principale victime du conflit, les humanitaires sont de plus en plus pris pour cible, notamment par le pillage de bureaux et le vol de véhicules. Le mois de décembre 2020 a été marqué par 59 incidents contre le personnel et les biens des organisations humanitaires, dont un travailleur humanitaire tué et cinq autres blessés, soit près du double de la moyenne mensuelle des incidents enregistrés en 2020. Le mois de janvier 2021 s'est poursuivi de la même manière précaire avec 66 incidents enregistrés, le plus grand nombre d'incidents jamais enregistré.

La perturbation de la principale route d'approvisionnement du pays, qui relie la capitale Bangui au Cameroun, empêche l'acheminement sûr et rapide de l'aide vitale. Plus de 500 camions transportant des fournitures essentielles des Nations Unies et de leurs partenaires, notamment des denrées alimentaires et des médicaments, sont bloqués à la frontière camerounaise depuis la mi-décembre, ainsi que plus de 1 100 camions transportant des marchandises commerciales. Ces contraintes sur un approvisionnement alimentaire déjà fragile font à nouveau augmenter les prix des denrées alimentaires de base et mettent en danger la vie de 1,9 million de Centrafricains déjà en situation d'insécurité alimentaire. En outre, l'état d'urgence déclaré le 21 janvier 2021 a été prolongé de six mois jusqu'au début août, en plus du couvre-feu à l'échelon national (de 20h00 à 5h00) mis en place après une tentative d'attaque sur la capitale Bangui le 13 janvier, avec des effets restrictifs de l'accès des humanitaires aux personnes dans le besoin.

Au 17 mars 2021, seuls 16% du [Plan de Réponse Humanitaire](#) pour la République Centrafricaine étaient financés, à un moment où les besoins humanitaires sont plus pressants que jamais. Un financement urgent est nécessaire pour soutenir une réponse humanitaire efficace et fondée sur des principes.

RÉPONSE D'URGENCE (17 mars 2021)

Le nouveau plan de réponse humanitaire 2021 pour la Centrafrique

Pour répondre aux besoins de la population centrafricaine en 2021, les acteurs humanitaires prévoient de fournir une réponse inclusive, protectrice et fondée sur les principes humanitaires à 1,84 millions de personnes extrêmement vulnérables. La réponse, basée sur une compréhension commune des besoins humanitaires, ciblera en priorité les personnes affectées par des chocs liés aux violences et aux aléas naturels, et celles vivant dans les zones avec les besoins humanitaires les plus urgents, y compris dans les régions difficiles d'accès. Pour y parvenir, les humanitaires auront besoin de 444,7 millions de dollars américains. La stratégie qui guidera leurs interventions est détaillée dans le [Plan de réponse humanitaire 2021](#). Au 17 mars 2021, ce plan est financé qu'à 16%, pourtant les besoins humanitaires sont extrêmement alarmants. Depuis que les violences et les tensions liées aux élections de décembre 2020 ont éclaté, près de 200 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. La moitié d'entre elles est rentrée mais 100 000 personnes sont toujours déplacées.



©OCHA/Anita Cadonau, Bangui, CAR, 2020.

L'[Aperçu des besoins humanitaires](#) pour la République centrafricaine, publié en octobre 2020, nous apprenait que plus de la moitié de la population centrafricaine aura besoin d'assistance humanitaire et de protection en 2021. Parmi elles, 1,9 millions de personnes présentent des besoins aigus liés à leur survie physique et mentale.

Le Plan de réponse humanitaire 2021 s'articule autour de trois objectifs stratégiques. Chacun d'eux entend s'attaquer à une des trois conséquences humanitaires les plus critiques identifiées dans l'Aperçu des besoins humanitaires. La réponse apportée permettra ainsi d'atténuer l'impact de la crise sur le bien-être physique et mental, les conditions de vie et la protection des populations. Dans ce cadre, 1,4 million de personnes bénéficieront d'une assistance d'urgence multisectorielle en temps opportun et intégrée, en transfert monétaire ou en nature, nécessaire pour adresser leurs problèmes critiques liés au bien-être physique et mental. 1,2 million de femmes, hommes, filles et garçons affectés par la crise amélioreront leurs conditions de vie à travers une assistance digne et adaptée à leurs besoins fournie à temps et dans un environnement de protection. Et troisièmement, la protection et le respect des droits humains de 1,3 million de personnes affectés par la crise sera assuré.

La réponse humanitaire en Centrafrique en 2021 sera élaborée au plus près des personnes affectées et avec elles, en écoutant leurs préoccupations, leurs priorités et leurs doléances. Les humanitaires tendront une oreille toute particulière à la voix des femmes, des personnes en situation d'handicap et des personnes âgées pour garantir que leurs vulnérabilités spécifiques seront prises en compte et les interventions adaptées.

Pour en savoir plus, consultez le [Plan de réponse humanitaire 2021](#) pour la République centrafricaine.

PRÉVISIONS (8 févr. 2021)

L'Aperçu des besoins humanitaires 2021 démontre un coût humain dévastateur en Centrafrique

En 2021, 2,8 millions de Centrafricains et Centrafricaines – 57% d'une population estimée à 4,9 millions – auront besoin d'assistance humanitaire et de protection. Parmi elles, près des trois quarts ont des besoins aigus, en d'autres termes, la survie physique et morale de 1,9 millions de personnes, 39% de la population, est en danger. [L'Aperçu des besoins humanitaires en 2021 pour la République centrafricaine](#) (RCA), fruit d'une collecte de données inégalée et d'un long travail d'analyse, présente une compréhension commune de la crise et nous apprend une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans tous les secteurs.

Les chiffres mettent à nu les conséquences dramatiques de l'arrivée d'une pandémie dans un pays déjà ravagé par des décennies de conflit armé, de sous-développement et où les catastrophes naturelles se font plus fréquentes et graves. Ces chiffres dévoilent aussi le sombre quotidien d'une majorité de la population, vivant dans des conditions si difficiles qu'elle peine à se nourrir, à se loger dignement et à assurer une scolarité minimale à ses enfants. Ces données révèlent enfin la dépendance de nombreuses populations à l'aide humanitaire et les dangers liés au désengagement des acteurs humanitaires lorsque les acteurs de développement tardent à prendre le relais.

La situation humanitaire ne cesse d'empirer

Depuis l'année dernière, le nombre de personnes dans le besoin a augmenté, passant de 2,6 millions à 2,8 millions (+8%). En même temps, le nombre de personnes en besoin d'assistance aiguë est de 12% supérieur qu'en 2020 (avec 1,9 million personnes en 2021 contre 1,7 million en 2020). En cinq ans, jamais la RCA n'avait compté autant de personnes en situation



L'Aperçu des besoins humanitaires 2021 nous apprend une nouvelle détérioration de la situation humanitaire en RCA. ©NRC/C. Igara, RCA, 2020.



OCHA

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Rapport de situation

Dernière mise à jour: 23 juin 2021

de détresse humanitaire qu'aujourd'hui. Cette augmentation est la conséquence directe de la plongée des indicateurs macro-économiques, l'avènement de nouvelles poches de conflits violents, la montée de l'insécurité alimentaire et la pandémie de la COVID-19.

La RCA continue à faire face à une grave crise de protection, avec une augmentation constante des violations des droits humains et du droit international humanitaire malgré la signature de l'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation en 2019. Ceux qui souffrent le plus, ce sont les populations civiles. Un Centrafricain sur quatre est déplacé soit à l'intérieur du pays ou dans un pays voisin, et les vagues de retour de personnes déplacées et rapatriées ont considérablement ralenti.

La violence basée sur le genre (VBG) est un fléau, avec un incident signalé toutes les heures par le système d'alerte humanitaire, qui ne couvre que 42% du pays – et ces chiffres représentent seulement la partie émergée de l'iceberg. Les acteurs humanitaires ont enregistré une augmentation de près de deux fois du nombre de cas de violence à l'égard des filles et des femmes à la suite des restrictions imposées par la COVID-19. A travers le pays, les enfants continuent d'être exposés à des risques de protection. Une famille sur quatre craint pour la sécurité de ses enfants, principalement s'agissant des violences sexuelles contre les filles, du travail forcé et du recrutement par des groupes armés pour les garçons.

Le secteur avec le plus de personnes en besoin est ainsi la protection, suivi de la santé, l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et la sécurité alimentaire. 40% des ménages centrafricains se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë. Dans la capitale Bangui, le nombre de personnes en insécurité alimentaire a presque doublé depuis l'année passée, affectant désormais 45% des Banguissois. Le nombre de personnes dans le besoin en 2021 a augmenté dans tous les secteurs sauf la nutrition où on constate une légère diminution.

La RCA est l'un des pays les plus dangereux pour les acteurs humanitaires dans le monde. En moyenne, plus d'un incident par jour affectant des travailleurs humanitaires a été enregistré en 2020 (424 en total), avec trois humanitaires tués et 29 blessés.

Les prochaines étapes

Pour répondre à ces besoins en 2021, en collaboration avec le gouvernement centrafricain, les acteurs humanitaires en RCA développent une stratégie commune qui guidera leurs interventions, détaillée dans le [Plan de réponse humanitaire 2021](#), publié en décembre 2020.

Malgré les généreuses contributions des donateurs, au mois d'octobre 2020, l'actuel [Plan de réponse humanitaire](#) est financé à un peu plus de la moitié des 553.6 millions de dollars américains [requis](#). Pour permettre aux humanitaires de répondre aux besoins de la population centrafricaine en 2021 – des besoins encore plus élevés que l'année précédente – ils comptent sur l'engagement des bailleurs de fonds à demeurer aux côtés des Centrafricains qui ne peuvent satisfaire leurs besoins fondamentaux.

OCHA coordonne la réponse aux situations d'urgence dans le monde afin de sauver des vies et protéger les personnes dans les crises humanitaires. Nous plaidons en faveur d'une action humanitaire efficace et fondée sur des principes, par tous et pour tous.

<http://www.unocha.org/car>

<https://reliefweb.int/country/caf>

<http://car.humanitarianresponse.info>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

